
ICANN78 | Réunion générale annuelle – Espace de la région Afrique
Lundi 23 octobre 2023 – 4h30 à 5h30 HAM

JUNE OKAL :

Voulez-vous bien vous asseoir autour de la table, car il nous reste des places ? Donc si vous voulez venir vous installer autour de la table, faites-le.

Bonjour et bienvenue à Africa Space, l'espace africain à l'ICANN78. Je m'appelle June Okal. Je vais gérer cette séance. Cette séance est enregistrée. Elle est gouvernée par les standards de conduite de l'ICANN.

Durant cette séance, les questions et les commentaires seront lus à haute voix seulement s'ils sont soumis dans la boîte Q&A, Questions-réponses.

Si vous voulez parler durant cette séance, eh bien, attendez la permission d'ouvrir votre micro sur Zoom. Si vous êtes en présentiel, les participants utilisent un micro pour parler et devraient éteindre leur micro sur Zoom en respect pour les autres participants. Eh bien, veuillez citer votre nom pour la transcription et parler à un rythme raisonnable.

Vous pouvez utiliser le casque pour l'interprétation. Les participants à distance peuvent utiliser l'interprétation sur la plate-forme Zoom. Si vous voulez utiliser le chat, le chat n'est possible que pour les panélistes. Sur Zoom, tous les messages entre les panélistes ou les participants seront gérés par les coprésidents de [inaudible] président

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

et les hôtes de la réunion.

Maintenant, je voudrais passer la parole à Pierre Dandjinou.

PIERRE DANDJINOU :

Merci June. Bienvenue à tous. Je m'appelle Pierre Dandjinou, vice-président responsable de l'engagement des parties prenantes au niveau mondial. C'est la GSE, pour ceux qui nous connaissent. Et je veille sur l'Afrique avec certains de mes collègues que vous connaissez déjà. June vient de prendre la parole. C'est une de nos nouvelles recrues. Merci beaucoup. Et puis, donc, bienvenue, June, à la communauté.

Tout d'abord, nous n'avons qu'une heure pour faire ce que nous faisons régulièrement. Il s'agit de vous apporter un rapport sur certaines des activités que nous avons pu mettre en œuvre. Et bien sûr, avant de terminer ma présentation, nous voudrions saluer certains des membres de notre communauté que nous avons perdus malheureusement. Je voudrais passer quelques minutes, donc, en mémoire de personnes telles que Olévié Kouami. Et nous avons aussi perdu Njeri Rionge, qui est au Conseil d'administration de l'ICANN. Nous allons faire donc une minute de silence, s'il vous plaît, en mémoire de ces deux personnes.

Bien sûr, nous allons aussi vous faire un rapport. Mais avant tout, nous allons donner la parole à quelques collègues qui nous soutiennent pour cette initiative que nous avons mise en œuvre. Nous avons du soutien de l'ICANN. Je veux parler de Sally Costerton qui bien sûr est au Conseil d'administration, présidente -- PDG par intérim. Elle ne pouvait pas participer à cette séance, mais nous avons avec nous Patrick qui va

nous parler. Il est là pour remplacer Sally. Il y a Adiel qui est avec nous aussi. Il va nous parler de l'engagement au niveau technique. Il va faire quelques commentaires avant que nous rentrions dans le sujet qui nous concerne. Il s'agit de la Coalition pour l'Afrique numérique.

Voilà, je vais donc passer la parole à Adiel Akplogan.

ADIEL AKPLOGAN :

Merci Pierre. C'est donc un plaisir pour moi de participer et d'être ici avec vous. Je m'appelle Adiel Akplogan. Je suis vice-président pour l'engagement technique au sein de l'ICANN. C'est un rôle qui -- nous faisons partie du bureau OCTO. Et vous travaillez certainement avec certains de mes coéquipiers dans les régions. Il y a Yazid qui est très actif dans la région pour fournir du renforcement de capacités, du soutien à la communauté. Donc, notre équipe d'engagement technique OCTO aussi fournit du soutien à l'équipe GSE.

En outre du travail de recherche que nous faisons, eh bien, nous fournissons du renforcement de capacités, du développement de capacités, en faisant des analyses orientées sur le DNS sur le terrain.

Nous avons déployé une initiative il y a à peu près un an, qui s'appelle KINDNS. Certains d'entre vous en ont entendu parler. Eh bien, voilà. Maintenant, c'est un petit peu [l'égide] de notre engagement dans les différentes régions. KINDNS, c'est une initiative qui fait la promotion des meilleures pratiques de sécurité du DNS. Il comprend toutes les opérations et les différents composants du DNS, et il fournit donc encore une fois les meilleures pratiques que l'on peut suivre. Nous avons dit que, encore une fois, c'est vraiment -- soutien de

l'engagement que nous recevons -- engagement qui vient pour la région Afrique lorsqu'il s'agit des opérations DNS, et bien sûr aussi pour tout ce qui est évaluation DNS et DNSSEC. Ces deux éléments font partie des meilleures pratiques de ce plan KINDNS.

Je suis ravi d'annoncer que, à partir de cette semaine, nous avons ajouté une nouvelle personne, un nouveau membre à l'équipe Afrique, Simon. Simon va rejoindre l'équipe d'engagement technique pour pouvoir travailler avec Yazid. Il sera donc basé à Nairobi et se concentrera sur l'Afrique de l'Est l'Afrique du Sud, lorsqu'il s'agit de l'engagement. Et bien sûr, ces deux personnes vont soutenir l'équipe GSE du Moyen-Orient. Donc ils offrent du soutien dans une région – dans une zone assez large.

Nous aimerions voir plus d'[engagement de la communauté. Et donc l'ICANN a été assez active en ce qu'il s'agit de l'engagement avec les ccTLD et la signature du DNSSEC en général.

Vous avez vu aussi que nous avons commencé à nous engager avec les ISP. Parce que signer le DNSSEC, c'est un aspect du déploiement du DNSSEC. Mais là, il y a aussi – il faut discuter du déploiement. Donc nous [n'allons] pas parler de cela depuis longtemps. Vous allez voir de plus en plus de demandes de la part de l'équipe pour avoir un engagement avec les ISP, pour s'engager avec les opérateurs de mobiles. Ces opérateurs jouent un rôle important dans les services Internet des régions. Un de nos objectifs donc est de pouvoir combler ce fossé et apporter du soutien donc aux ISP, aux opérateurs de mobiles, pour qu'ils soient donc inclus dans ces opérations DNS, et surtout qu'ils soient impliqués dans la validation du DNSSEC.

Nous avons aussi du soutien de Pierre et de son équipe lorsqu'il s'agit de la Coalition pour l'Afrique numérique. Nous avons deux pistes de travail. Nous avons le Roadshow DNSSEC. Nous allons en parler.

Si vous avez des questions sur ces initiatives, sur ces activités, ou tout autre élément lié au bureau OCTO, vous pouvez bien sûr venir me parler ou avec Yazid. Je ne sais pas qui d'autre est présent dans cette salle. Je pense qu'il sera d'ailleurs heureux de vous aider et de vous fournir les informations nécessaires.

PIERRE DANDJINO :

Merci Adiel. Donc, bien sûr, Yazid et toute l'équipe sont [prêtes] à vous apporter du soutien. Vous les verrez dans cette réunion.

Avant de passer la parole à Patrick Jones, je voudrais parler de Catherine. Catherine, attendez. Officiellement, est-ce que je peux le dire ? Officiellement, Catherine, on peut le dire, va faire partie du Conseil d'administration, mais elle a trouvé quelques minutes pour venir et nous rencontrer ici. Je ne sais pas si elle veut dire bonjour.

CATHERINE ADEYA :

Beaucoup d'entre vous m'ont demandé de venir à cette réunion. Comme l'a dit Pierre, je m'appelle Catherine Adeya. Je viens -- je suis membre du Conseil d'administration entrant. Je suis numéro 14, je crois. Mais officiellement, je commence jeudi. Donc en fait, au niveau gouvernance, je ne suis pas encore dans les réunions. Je suis en plein *onboarding*. Ce n'est pas que je ne voulais pas participer aux réunions. Je suis donc membre entrant au Conseil d'administration à partir de

jeudi.

PIERRE DANDJINO : Merci, Catherine, et bienvenue à la communauté. Patrick maintenant va prendre la parole. Allez-y, Patrick.

PATRICK JONES : Bon après-midi à tous. Patrick Jones. Je suis vice-président engagement mondial à l'ICANN. Je travaille à travers les régions pour apporter du soutien à des efforts divers – dans la région de Pierre, par exemple. Je vois des visages familiers, des personnes qui étaient au Ghana pour le Forum cette année. Et donc il est bon de vous voir ici à Hambourg pour l'ICANN 78 et surtout de participer à cette réunion de l'espace Afrique. Voilà, donc c'est une plate-forme importante pour notre équipe d'engagement, pour pouvoir faire des rapports sur les activités, les projets qui sont en cours. Nous allons pouvoir ici avoir une mise à jour de la Coalition pour l'Afrique numérique et aussi l'état des lieux lorsqu'il s'agit des études DNS, le roadshow DNSSEC et d'autres efforts que le déploiement de serveurs racine dans la région.

Je voudrais utiliser ce moment pour vous dire -- de vous encourager à nous rejoindre demain, si vous avez le temps, à partir de 9 heures à 10 heures du matin. Ensuite, il aura une pause d'une demi-heure, et nous recommencerons à 10 h 30 jusqu'à 12 h 30. En fait, je pense que cette réunion aura lieu dans cette semaine -- dans cette salle. Nous voulons des rétroactions de la part de cette communauté pour travailler sur ce plan quinquennal de l'ICANN. Nous voulons utiliser ces informations pour étudier le futur de l'environnement ICANN pour donc

l'année fiscale 2026 à 2030. Cela semble lointain, mais bien sûr, pour ICANN, cela va commencer dans 18 mois. Donc les rétroactions de la communauté africaine et de votre région [est] donc très importante pour pouvoir encadrer le travail de l'ICANN par rapport aux priorités. Je vous demande de venir demain, bien sûr. Nous pouvons apporter des commentaires et des enseignements pour le processus stratégique quinquennal à venir. Je vais m'arrêter là. Je vous remercie de m'avoir donné l'opportunité de venir vous rejoindre aujourd'hui.

PIERRE DANDJINOU :

Oui. Merci. Je tiens aussi à dire que nous pouvons désormais passer à la mise à jour. Nous avons une réunion qui ne dure qu'une heure. Par notre expérience en Afrique, on a remarqué qu'une heure ça ne suffit pas en fait pour aborder tout ce qu'il y a à étudier. Mais nous faisons notre mieux. Souvent, on dit qu'on est trop bavards en Afrique. Peut-être. Mais quoi qu'il en soit, je vais laisser Yaovi et Mariana passer en revue l'ordre du jour d'aujourd'hui.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup. Pour ceux qui sont en ligne, nous avons les trois langues au programme aujourd'hui : le portugais, le français et l'anglais.

Mariana va inviter les représentants de l'Union africaine des universités.

MARIANA MARINHO :

Merci. Bonjour à tous. Bonjour. Je suis contente d'être ici avec vous pour vous donner une mise à jour de la Coalition pour l'Afrique. Je suis

directrice du programme à l'ICANN. Et un de mes rôles, c'est de gérer la Coalition pour l'Afrique numérique.

Vous avez souvent entendu parler de la Coalition, mais je vais faire une petite mise à jour pour ceux qui peut-être commencent à travailler à l'ICANN. La Coalition est une alliance de l'organisation régionale et mondiale qui vise à élargir l'accès à Internet dans la région et à soutenir le développement de l'économie numérique de l'Afrique.

Donc, on travaille ensemble. Nous pouvons obtenir de meilleurs résultats que si l'on travaillait séparément. Et quand les gens me posent des questions sur la Coalition, ils me disent, mais c'est quoi exactement ? Ça sert à quoi ? Et nous cherchons vraiment à réunir les partenaires, régler les problèmes, mettre en commun les ressources. Et l'on se demande qu'est-ce qu'on peut faire mieux, d'utile cette fois. Ça fait un an maintenant, mais nous avons déjà vu que plusieurs excellents résultats ont été enregistrés.

La Coalition s'est fixé trois priorités. La première, c'est une infrastructure DNS robuste. Il s'agit ici de vraiment sécuriser la stabilité du DNS et d'étoffer l'infrastructure de l'Internet en Afrique en renforçant sa sécurité et sa résilience. Deuxièmement, c'est une connectivité solide en favorisant le multilinguisme et le développement de contenu local en Afrique. Le troisième axe c'est le développement des capacités. Ici, nous cherchons à équiper les forces vives de l'Afrique avec des connaissances, et du savoir-faire qui est nécessaire pour participer dans le modèle multipartite de la gouvernance de l'Internet.

Donc à l'heure actuelle, nous avons plusieurs partenaires. Deux sont

nouveaux : Smart Africa et LUSNIC, c'est-à-dire l'association lusophone des ccTLD. Mais je tiens aussi à reconnaître la présence des autres partenaires : l'Association des universités africaines, l'AFNIC, l'AFNOG, AfricaCert, [AFTLD], l'ATU, l'UIT, l'ISOC et le NSRC. Donc ça va bien plus loin que l'ICANN.

Même si ça a commencé assez petit, maintenant on a un comité de direction dans la Coalition. Donc les décisions maintenant appartiennent à ce groupe. Très bien.

Prochaine page.

Maintenant pour les détails du projet. Nous avons accompli beaucoup de choses pour le moment. Et les activités sont sur 22 pays. On en a parlé lors du Forum d'engagement en Afrique. Donc nous ne cessons de croître et nous espérons que nous aurons de plus en plus d'activités dans plus de pays très prochainement.

Prochaine page.

Maintenant, on va juste faire un aperçu des projets en cours. Nous avons [inaudible] avec nous pour nous parler d'un de nos projets sur l'acceptation universelle au sein des universités dans la région.

[Inaudible] à vous la parole [inaudible]. Oui. Allez-y. Abdul ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Bonjour. Est-ce que vous m'entendez ? Je m'appelle [inaudible] de l'Association [Africa universités]. Dans cette présentation, on va parler de l'acceptation universelle.

[Les interprètes font de leur mieux. La vitesse est très difficile à suivre.]

Nous présentons [l'université] à travers toute l'Afrique. Nous fournissons un forum pour l'information. Nous pouvons travailler sur les différents services. Et nous -- nous fournissons du soutien à beaucoup d'institutions à travers l'Afrique. [AU] a beaucoup de membres au sein de l'Afrique.

YAOVI ATOHOUN : Abdul. Désolé. Est-ce que vous pouvez ralentir pour que les interprètes puissent suivre, s'il vous plaît ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Nous avons donc -- nous travaillons pour une grande éducation à [haut] niveau en Afrique. Nous fournissons des capacités. Nous voulons essayer de [rencontrer] les besoins. Nous travaillons avec les universités. Et nous avons des bureaux à travers le monde, bien sûr [inaudible] Akra, au Ghana, pour l'acceptation universelle. [aussi] des institutions académiques. Nous voulons augmenter le nombre d'institutions de haut niveau en Afrique jusqu'à 200. Quand il s'agit de l'UA, ça nous permettra d'assurer que tous les noms de domaine sont traités avec équité à travers tous les appareils.

Alors, nous sommes un continent très divers, et cela avec à peu près 80 langues. Nous avons bien sûr, en Afrique, plus de ça. Nous avons au-delà de 2000 dialectes. Nous parlons de la préparation à l'UA à travers les régions. Moins de 2 % des instituts en Afrique sont conformes. Nous avons des objectifs AU. C'est de préparer les membres de l'AU à

l'acceptation universelle. Nous voulons créer – nous voulons sensibiliser, faire du renforcement de capacités à travers les institutions. Nous voulons incorporer [de nous] tous ces systèmes dans le milieu académique. Nous voulons augmenter donc le système d'éducation. Nous voulons que les institutions participent à l'acceptation universelle.

[L'interprète s'excuse, mais il est compliqué de travailler avec son audio qui n'est pas stable.]

Donc nous avons beaucoup de membres. Nous avons 54 universités qui sont conformes, 367 qui sont en suspens, 50 universités sont entièrement conformes, 88 universités sont conformes [inaudible] électronique, 227 universités ont un site Web qui est conforme. [Inaudible] que toutes nos universités, donc plus de 200, sont déjà conformes et [prêts] pour l'acceptation universelle.

Pour créer la sensibilisation sur l'acceptation universelle, nous voulons mettre en place des activités qui auront des impacts sur la préparation. Nous avons organisé à Accra, au Ghana, des activités à l'intention des directeurs de différentes institutions, des d'administrateurs du système des universitaires, [en] 43 participants aux universités, deux agences gouvernementales. Nous avons ainsi pu faire de la sensibilisation au niveau de l'AU en Afrique. Nous avons lancé ce projet au Ghana et nous avons mis en place des ateliers de travail qui ciblaient les universités. Nous avons eu beaucoup d'universités ; encore une fois, 11 universités qui ont participé et deux agences gouvernementales.

Au mois de juillet, nous avons eu un deuxième atelier technique qui était une préconférence [inaudible] de travail était organisé sur Zoom. Et il a

été donc organisé à l'intention des directeurs des universités, des administrateurs des systèmes des universités. 26 participants, 26 universités.

Nous voulons incorporer tous ces domaines dans le curriculum universitaire, préparer à sensibiliser donc encore une fois sur l'acceptation universelle.

À travers tous ces événements, nous avons pu ramener à bord de nouvelles institutions pour qu'elles puissent participer dans la prise de décision.

Nous avons mis en œuvre des activités. Nous avons préparé les activités pour l'année. Donc pour l'année qui – [le] fin d'année. L'année d'après. Donc nous avons préparé des réunions sur Zoom, en présentiel, des réunions en français. Nous avons aussi préparé des ateliers de travail. Et nous voulons que ce domaine, ce sujet de l'acceptation universelle soit donc inclus dans les curriculums universitaires.

Voilà donc une présentation de notre projet pour l'acceptation universelle avec l'AAU.

YAOVI ATOHOUN :

Merci, Abdul, pour la présentation. Alors il y a beaucoup de personnes qui nous suivent. Et sachez que l'un des projets que vous avez faits, donc, c'est de préparer le système académique en Afrique pour l'acceptation universelle. Si vous voulez partager vos rapports, à savoir des rapports liés à ces projets sur votre travail en Afrique. Si Jean-Baptiste de l'ISOC est prêt, il peut prendre la parole. Allez-y, Jean-

Baptiste.

JEAN BAPTISTE MILLOGO : Bonsoir tout le monde. Merci. Je m'appelle Jean-Baptiste. Je travaille pour la Société de l'Internet en tant que directeur du développement et de la technologie et je me concentre sur la région africaine. Je suis aussi chargé de la partie coopération de l'IXP, des points d'échange, en partenariat avec l'ICANN et sa Coalition pour la numérisation de l'Afrique.

Prochaine page, s'il vous plaît.

Donc en deux mots, comme la plupart d'entre vous le savent déjà, nous essayons de rapporter les données plus près des utilisateurs. Donc dans beaucoup de pays en Afrique, nous essayons de rendre des données plus disponibles, de rendre Internet plus accessible pour les utilisateurs.

Ce que nous faisons ici, dans notre Société Internet, c'est comment un appel à candidatures par région. Et lors de cet appel à candidatures, tous les pays africains peuvent envoyer leur candidature. Et pour cette année, nous avons reçu plusieurs demandes. Et grâce à cette Coalition pour l'Afrique, ce partenariat avec l'ICANN, nous cherchons à fournir cinq points d'échange d'ici à 2025. Et cette année, nous nous concentrons sur deux points d'échange dans des pays après un processus d'examen et de tri au Malawi.

Et pour ces -- prochaine page, s'il vous plaît.

Donc les deux pays, cette fois, c'est le Bénin et le Malawi. Donc, ici, nous avons commencé cette initiative il y a longtemps au Bénin. Mais pour

certaines raisons, la communauté n'a finalement pas participé. Donc, grâce à notre partenariat avec l'ICANN, nous allons fournir plusieurs services.

Un de ces services, c'est d'apporter l'infrastructure, un soutien d'équipement. Et par ailleurs, nous savons que la communauté d'essentielle. Pour le Bénin, nous avons un atelier de planification qui vise à encourager la collaboration, comprendre les points d'échange, ce qu'il faut faire pour améliorer la gouvernance de la communauté, et comment vraiment travailler ensemble au sein de la communauté pour améliorer la réalisation de ces points d'échange.

Même chose pour le Malawi, mais la perspective est différente. Nous avons, à Baltyre au Malawi, nous avons déjà un point d'échange. Mais nous savons que cette communauté d'internautes au Malawi grandit. Donc nous cherchons à créer un nouveau point d'échange à Lilongwe Malawi. Et le but est aussi d'améliorer la qualité de l'Internet dans ce pays également.

Donc, en plus de ces deux points essentiels sur lesquels nous travaillons, nous travaillons aussi [inaudible] cette année. La communauté africaine peut discuter d'idées, d'innovations en matière de points d'échange grâce à notre forum d'interconnexion et [inaudible] africain. Et pour l'an prochain, nous travaillerons avec [AFIX], donc l'association de l'Internet africain et nous allons tenir un autre événement à Kinshasa. Et ce sera aussi l'occasion pour l'ISOC de réunir les organisations africaines.

Nous avons aussi des activités de renforcement des capacités. Nous avons un programme de financement qui est ouvert à tous les pays

africains. Il suffit d'aller sur le site Web de la Fondation ISOC, et vous passez par le processus de sélection. Et ensuite, on pourra vous aider pour ce qui est du déploiement.

Comme vous le savez, j'ai dit qu'on essayait de rapprocher les données des utilisateurs. Nous essayons aussi d'augmenter le trafic sur le plan local et nous voulons aussi être en mesure de mesurer les besoins. Pour cette initiative, il nous faut votre soutien – pour ces mesures. Donc nous comptons sur vous, pour que vous nous aidiez à mieux connaître, mieux comprendre vos circonstances, la réalité sur le terrain chez vous, dans votre communauté.

Donc voilà la mise à jour Isaac. Là-dessus, merci beaucoup.

YAOVI ATOHOUN :

Oui. Merci beaucoup Jean-Baptiste. Ne quittez pas parce que nous avons des questions des participants.

Tout d'abord, résumé rapide de Mariana. Elle a essayé de le faire en 10 minutes. Donc Mariana, à vous la parole.

MARIANA MARINHO :

Il y a encore cinq projets dont j'aimerais parler – que j'aimerais évoquer. Alors, le premier étant de renforcer la résilience de l'Internet en Afrique, avec une infrastructure gérée par l'ICANN, des serveurs racine. Nous avons déjà un carrefour, un cluster, installé à Nairobi – installé en novembre 2022. Nous avons aussi une autre installation IMRS déployée au Caire. Et nous allons présenter justement les résultats de cette installation à bientôt. Ce sera communiqué auprès de la communauté.

Ce sont franchement des réussites qui nous rendent fiers. Mais, nous ne nous arrêtons pas là. Nous allons aussi continuer d'améliorer l'infrastructure IMRS, afin de soutenir l'adoption des IMRS dans 10 pays en Afrique.

Prochaine page.

Un autre projet lié aux données, c'est l'étude du marché DNS en Afrique. Elle a été conduite par PowerSoft Africa. Et nous prenons pour cible la période de commentaires publics décembre-janvier pour cette année. Il y aura un webinaire pour présenter ce rapport provisoire. Vous pouvez y contribuer, apporter vos commentaires et participer aux procédures de commentaires publics. Le rapport final sera disponible en mars 2024.

Lorsqu'il s'agit du roadshow DNSSEC, eh bien, comme on l'a déjà dit, nous voulons inclure l'adoption, le déploiement des extensions de sécurité DNSSEC dans 15 pays d'Afrique. Nous avons déjà des partenariats au niveau du projet pour ATU et ICANN.

Nous avons déjà eu deux ateliers au Botswana et au Burkina Faso. Et nous discutons de la signature du DNSSEC dans ces deux pays. Nous avons aussi des candidatures qui ont été ouvertes pour les ccTLD, pour donc ceux qui veulent participer à ce programme. Nous allons annoncer les ccTLD sélectionnés en novembre. Donc on vous apportera plus d'informations bientôt. On en a fait deux ; il y en a 13 à venir. Et donc, il nous reste encore beaucoup de travail devant nous.

Un autre projet que nous avons en partenariat avec l'UIT, AFTLD, NSRC, AFNIC, etc., eh bien, il a été annoncé -- nous travaillons sur la sensibilisation -- du renforcement de capacités pour les ccTLD dans les

régions. Cela a été lancé en juin 2022. Nous avons identifié les ccTLD ciblés déjà. Vous le voyez sur le transparent. Nous avons fait une évaluation des besoins, une évaluation qui a été gérée par AFTLD qui est à la tête de la mise en œuvre avec les partenaires qui gèrent les activités de renforcement des capacités. Nous avons encore beaucoup d'activités planifiées entre décembre 2023 et juin 2024.

Prochaine diapositive, s'il vous plaît.

Aussi, nous avons un autre projet afin de faire de la surveillance dans la région. Nous avons déployé deux nouveaux nœuds de surveillance pour le système de surveillance de l'accord du niveau de service de l'ICANN. Et nous avons aussi un système SLAM. Une donc -- nous avons déployé deux nouveaux nœuds de surveillance en juin à Lagos au Nigéria, au Caire, en Égypte, en plus du nœud de surveillance existant situé à Johannesburg en Afrique du Sud.

PIERRE DANDJINOU :

Merci, Mariana, et merci à tous nos partenaires au Ghana et au Burkina Faso. Donc merci de nous avoir fait un petit rapport sur la situation, et il s'agit bien sûr de la Coalition pas seulement d'ICANN.

Nous essayons de donner de l'élan à ce mouvement. Et de ce fait, nous voulons faire la promotion de cet Internet que l'on appelle inclusif. Nous voulons avoir au moins une connectivité donc importante. Donc il nous faut pour cela renforcer l'infrastructure déjà présente. Mais bien sûr, comme, à l'ICANN, la mission est basée sur la sécurité du DNS, eh bien, ce que nous faisons en tant que partenaires à travers ce que nous pouvons -- donc ainsi, nous pouvons collaborer, [rejoindre] nos efforts

pour obtenir les meilleurs résultats.

Bien sûr, ce développement des capacités est donc clé. En ce sens, nous travaillons avec les ccTLD, les opérateurs de registre. Nous voulons aussi lancer quelque chose pour les bureaux d'enregistrement accrédités en Afrique. Donc il y a beaucoup de choses qui vont se faire dans les mois à venir.

Il nous reste maintenant 15 minutes. Si vous avez des questions, nous sommes là aussi pour vous fournir des réponses ou des informations. Je pense que pour nous c'est la partie la plus importante de la séance, puisque c'est là que nous allons pouvoir vous écouter. Vous allez pouvoir partager vos points de vue et vos suggestions. Donc merci beaucoup. Comment allons-nous gérer cela ? Alors.

YAOVI ATOHOUN :

Nous pouvons peut-être répondre à cinq questions. Pour les personnes qui sont assises au fond de la salle, sachez que nous avons encore de la place autour de la table. Nous allons donc écouter vos questions. Allez-y pour la première question. Votre nom, s'il vous plaît, ensuite la question brièvement. Vous avez une minute.

HOUDA CHICHI :

Bonjour à tous. Je m'appelle Houda. Je suis nouvelle. Je fais partie du programme des boursiers.

Lorsqu'il s'agit de cette initiative, donc y a-t-il une initiative pour améliorer la connectivité pour les pays à revenu faible ?

YAOVI ATOHOUN : Merci. Est-ce que quelqu'un peut répondre ou une autre question dans la salle ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Alors je m'appelle [inaudible]. Sur la diapo numéro 28, je pense qu'il y a eu une erreur lorsqu'il s'agit des partenaires. Est-ce que c'est AFNIC ou AfriNIC ? Ah, non. C'est AFNIC. Eh bien, très bien. Merci.

YAOVI ATOHOUN : Merci. Nous avons deux mains levées. Posez les questions ; Pierre va y répondre.

TIDJANI MAHAMAT ADOUM : Je veux parler en français. Tidjani Mahamat Adoum, ICANN fellow. Je viens du Tchad.

Ma question [inaudible] en tout cas de celui qui m'a précédé tout à l'heure. J'ai vu sur cette diapositive AFNIC et non AfriNIC. Et je m'interrogeais si dans cette Coalition AfriNIC n'a pas un rôle à jouer. Je sais comme vous également le problème que traverse aujourd'hui cette institution, mais je me dis [inaudible] je me pose la question pourquoi jusqu'au jour d'aujourd'hui on n'arrive pas – c'est-à-dire nous, communauté de l'Internet africain, à aider cette institution à se remettre sur ses deux pieds. Le fait qu'elle ne figure pas c'est-à-dire dans cette Coalition africaine pour moi c'est un grand problème parce que l'Internet, c'est d'abord les adresses. Avant les noms de domaines, il

nous faut d'abord une adresse.

Donc, du coup, le fait qu'AfriNIC soit sous sanction fait qu'elle ne participe pas aux activités de cette Coalition pour l'Afrique, je pense que ça ne sera pas une bonne approche, et il faudrait vraiment revoir cette position. Ou sinon pourquoi, en fait ? Pourquoi –

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Merci beaucoup. Je crois que c'est noté. On va répondre. Nous allons prendre la prochaine question en 30 secondes. Votre nom et puis la question.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : [Inaudible]. J'aimerais demander pour installer une instance IMRS dans notre pays. À qui devons-nous nous adresser ? Et c'est quand la nouvelle date pour les nouveaux pays [inaudible]. Parce que j'ai vu que vous avez retenu déjà 10 pays. Donc, pour qu'on soit intégrés dans un pays.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Merci. Il y avait aussi madame. Allez-y. La dernière question, puis on va répondre. Allez-y, madame.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : *I will be speaking in French.* Bonjour à tous. Je m'appelle [inaudible] [Ibrahim]. Je suis du Tchad et je suis la directrice des noms de domaine et des adresses IP. Et je travaille pour l'Agence de développement des technologies de l'information et de la communication du Tchad.

Nous sommes en fait au Tchad en train de -- nous avons déployé l'IXP à l'aide de PCH. Et nous essayons de lancer notre IXP, mais nous avons des difficultés pour choisir le modèle de gestion de notre IXP, parce que les FAI sont en fait un peu réticents, parce que c'est une agence du gouvernement – enfin, l'agence est une entité sous tutelle du Ministère. Et comme c'est elle qui a mis en place donc l'IXP, les FAI sont un peu réticents pour rejoindre. Donc du coup, nous sommes en train d'essayer de trouver un moyen de mettre sur pied le modèle de gestion afin que tout le monde, toutes les parties prenantes, les créateurs de contenu et les fournisseurs d'accès Internet puissent donc rejoindre l'IXP afin que ça soit bénéfique en fait pour la population tchadienne.

Nous remercions donc la Coalition africaine pour le travail qu'elle a effectué. Et l'on aimerait savoir vers qui se tourner justement pour essayer d'avancer dans notre IXP.

Et aussi pour le DNSSEC, mais je parlerai avec Yazid pour ce qui concerne le DNSSEC. Merci.

YAOVI ATOHOUN :

Avant de passer la parole aux personnes qui vont répondre à vos questions, nous avons deux questions en ligne. Nous allons donc lire ces deux questions avant de passer la parole à Pierre.

JUNE OKAL :

Benjamin Akinmoyeje tout d'abord. Benjamin, à vous la parole.

BENJAMIN AKINMOYEJE : Tout d'abord, le projet pour la Coalition, est-ce que c'est strictement technique ? Et si c'est le cas, j'aimerais bien savoir si c'est purement technique. Et ensuite, comment est-ce que les membres de la communauté dans leurs différents pays et endroits – comment est-ce qu'ils peuvent soutenir les initiatives de la Coalition ? Et y a-t-il un échéancier, un calendrier qui peut nous éclairer ?

Par exemple, dans mon pays, en Namibie, ce n'était pas nécessaire pour moi de faire quoi que ce soit de formel. J'étais présent et j'ai pu mobiliser les personnes au sein de mon université. Donc ça, c'est quelque chose qu'on pourrait envisager.

Et ensuite, prochaine question. Jusqu'à maintenant, après cette intervention, parce que je sais que moi dans ma communauté je plaide pour plus de participation académique, des milieux universitaires, est-ce que vous avez déjà vu des résultats, les fruits de votre travail d'engagement dans cet IMRS ? Qu'est-ce qu'on peut vraiment apprendre de cette intervention, de ces nouvelles décisions que vous avez prises ? Merci.

YAOVI ATOHOUN :
cette série. Allez-y.

Oui, nous avons la dernière question de

JUNE OKAL : Oui. Il y a une question en ligne du Dr représentant de la Tanzanie. Comment est-ce que la collaboration pourrait être faite avec la Coalition en dehors de ceux qui sont dans le partenariat ? Et dernière

question d'un des fellows d'ICANN78.

CHUMA AKANA :

Oui. Ma question, c'est quelle est la Coalition ? Qu'est-ce que la Coalition faite au sujet de la nouvelle série de candidatures des nouveaux gTLD ? Nous essayons en ce moment de garantir une bonne participation en Afrique. Que faites-vous à ce sujet ?

YAOVI ATOHOUN :

Oui, alors nous allons laisser Pierre répondre. Et ensuite, Mariana pourra aussi répondre. Pierre, à vous.

PIERRE DANDJINOUE :

Merci Yaovi. Bien sûr, s'agissant d'AfriNIC -- bien entendu, AfriNIC devrait comprendre beaucoup de membres. Mais avant d'être membre, il y a des conditions à remplir. Par exemple, il faut signer ce qu'on appelle les Principes d'orientation. Et il faut y obéir avant de devenir membre. Et ensuite, il y a des accords éventuels à signer avec nous. Mais ensuite, vous savez, c'est un modèle de gouvernance. Donc il y a une hiérarchie à suivre. Il faut contacter la personne qui est responsable. Et dans le cas d'AfriNIC, on se demande en ce moment qui va signer les accords. Évidemment, il faut régler la question de la gouvernance et il faut désigner un PDG aussi. Voilà pourquoi on se demande parfois comment ça fait qu'AfriNIC n'est pas avec nous. Et bien entendu, AfriNIC a sa place dans la Coalition.

Ensuite, pour l'IMRS, eh bien les clusters, c'est en fait une combinaison de plusieurs serveurs. Et bien entendu, chaque pays -- il y en a plusieurs

en Afrique. Il y a ce qu'on appelle aussi l'IMRS unique. Celui-là, il est plutôt ouvert. Et nous lançons une nouvelle initiative pour 10 pays en ce moment. On travaille là-dessus. Vous en aurez des nouvelles très bientôt. Et d'ailleurs, si ça vous intéresse, renseignez-vous. Nous sommes là pour ça.

Nous avons aussi une autre question ici. Pour ce qui est de l'Afrique, en matière d'ISP, la clé, c'est le développement des capacités dans notre travail. Pour ce qui est des ccTLD, il faut qu'on élargisse notre perspective. Les opérateurs de registre aussi, tout ça, il faudrait que ce soit inclus.

Et maintenant, je passe déjà aux enseignements qu'on a tirés parce que nous avons lancé cette coalition il y a moins d'un an. Et ça nous a donné vraiment l'occasion de discuter avec un grand nombre de partenaires – douze. Vous les avez vus à l'écran. Et l'on a pu vraiment réfléchir au processus. Nous savons que c'est un projet de l'ICANN qui dure trois ans. Le budget couvre les trois années au moins. Mais ici, le but est de mobiliser les partenaires. Il ne s'agit pas juste d'obtenir les fonds et puis de se lancer dans le projet. L'institution doit être prête -- toutes les institutions qui sont prêtes à partager les ressources, et bien, nous [l'accueillons] favorablement.

Donc pour ce qui est du modèle business, c'est très important. Ce n'est peut-être pas à moi de le dire, mais pour ce qui est des ccTLD par exemple, la plupart, vous savez, ils ont un style de gestion plutôt conservateur. Mais ensuite, quand on a parlé d'évaluation, ils m'ont dit « non, on ne fait pas de promotion, vous savez. On ne sait même pas comment faire la promotion pour ce genre de choses ». Mais ensuite les

partenaires, nous avons des partenaires qui sont prêts, disposés à s'engager dans tout ce qui est marketing, promotion, publicité. Donc nous prenons bonne note de votre demande et nous en tiendrons compte.

Maintenant la question de la technique. Est-ce que ça se limite aux interventions techniques ? Non. Pas forcément. Ce n'est pas la première fois qu'on nous la pose. Quand est-ce que la société civile va en faire partie ? Eh bien, écoutez. On a déjà fait une place aux universités. Et nous sommes prêts à accueillir quiconque veut vraiment nous aider à faire avancer le processus. Et il faut que tout soit clair et net. Il faut vraiment déterminer ce que nous voulons faire. Et vous savez, les six ou sept projets qu'on a choisis, ce n'était pas un hasard. Non. Il fallait l'écrire clairement. On s'est mis d'accord sur un cadre pour le projet. Donc nous savons exactement ce que nous faisons, pourquoi nous le faisons. Nous avons une vision des objectifs.

Il faut se poser la question. Quelles sont les activités que nous voulons mener ? Quels seront les rôles, les responsabilités et le résultat ? Je ne sais pas si l'on a des hauts responsables de l'ICANN ici. Mais il faut vraiment qu'on joigne l'acte à la parole. Il faut que ça débouche sur quelque chose.

On a parlé de la connectivité. Elle est importante, la connectivité véritable. On a l'acceptation universelle, par exemple. Les ISP. Des débouchés concrets. Donc bien entendu, la société civile a son rôle à jouer, mais ça dépend de notre collaboration. Donc nous n'excluons personne.

Cela étant dit, je pense que ce point-là il est couvert.

YAOVI ATOHOUN :

Oui, nous avons les deux partenaires, entre l'Association des universités africaines. Donc on va quand même prendre deux ou trois questions d'abord avant de leur rendre la parole parce qu'il ne nous reste que trois ou quatre minutes. Donc 30 secondes. 30 secondes par question.

Nous avons une question au fond de la salle, une là-bas devant moi et ensuite une autre en ligne. Nous avons l'ISOC et l'AAU qui vont participer juste après. Ensuite, nous levons la séance. Merci.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Bonjour, [inaudible] au micro. Je suis du Ghana. J'ai bien aimé la conclusion de Pierre. Ça me rassure. La préoccupation principale, c'est la jeunesse. Je ne sais pas s'ils ont vraiment des responsabilités d'entreprise à l'ICANN, ce qu'on appelle les CSR. Est-ce qu'il y a une fondation l'ICANN qui sera responsable des activités de l'ICANN -- qui sera tenue pour responsable ? Est-ce qu'il y a des liens avec les ministères des gouvernements ? Parce que vous savez, les gouvernements, ils ne font qu'à leur tête. Et puis, ensuite, on a des enfants qui grandissent dans leur chambre, qui font ce qu'ils veulent sur Internet. Il faudrait que l'ICANN assume un rôle de gestion avec les gouvernements. Vous savez, l'Internet dans les écoles, ça sera une priorité. Il y a tellement d'écoles qui sont dépourvues d'Internet en ce moment et l'on s'attend à ce que les enfants africains soient au niveau des Asiatiques, des gens d'ailleurs. Mais non. Ils n'ont pas les outils. Donc si l'ICANN veut que l'Internet connaisse une croissance en Afrique,

eh bien, il faut vraiment joindre l'acte à la parole comme Pierre l'a dit. Qu'on ne peut pas faire de beaux discours. Non. Il faut agir. Absolument. Moi, je suis une femme d'action. J'aime quand on passe à l'action. Donc vraiment, cessons de parler et agissons. Merci beaucoup.

YAOVI ATOHOUN : Merci. Vous avez parlé de résultats, d'action ; excellent ! Une question d'ailleurs pour Seun ; 30 secondes pour Seun et ensuite nous passons la parole à l'Association des universités africaines, et ensuite, ISOC avant la fin.

SEUN OJEDEJI : Oui, merci. Le président d'AFRALO. Alors, Malik nous posait des questions sur les ALS. Nous pourrions en parler un peu plus tard. Mais je tiens aussi à inviter tout le monde à la séance de demain. La séance AFRALO qui aura lieu demain dans la salle ALAC. Ça commence à 15 heures. Donc ne manquez pas d'y assister. Ce sera AfrICANN-AFRALO.

YAOVI ATOHOUN : Nous avons aussi l'AAU qui tient à poser sa question. [Inaudible] à vous la parole.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Oui, je ne suis pas sûr d'avoir bien entendu la question. Mais écoutez, le projet que nous réalisons en ce moment est un excellent exemple d'action pour apporter des solutions aux problèmes d'accès à Internet.

Je crois que les milieux universitaires occupent une grande partie de notre communauté et en exploitant leur potentiel on augmentera la conformité. Eh bien, je crois que l'Internet en sortira gagnant vraiment de ce travail que nous faisons pour lever les obstacles qui empêchent l'accès à l'Internet, qui empêchent les gens parfois de communiquer dans leurs propres langues et de participer sur un pied d'égalité. Merci beaucoup, Yaovi. Merci beaucoup de m'avoir permis de collaborer. [Suleiman], est-ce que vous avez quelque chose à dire aussi ?

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Oui. Merci beaucoup.

YAOVI ATOHOUN : Oui. Nous demandons aux interprètes de nous excuser. Nous avons passé l'heure de quelques minutes. Donc je tiens à passer la parole à l'ISOC, et ensuite le vice-président Pierre Dandjinou.

Tout d'abord, Jean-Baptiste.

JEAN BAPTISTE MILLOGO : Oui, merci Yaovi. Une question de notre collègue du Tchad.

[...]modèles de gouvernance [inaudible] si je comprends la partie équipement technique est faite. Mais il est important de savoir que le succès d'un IXP repose sur le modèle de gouvernance que vous choisirez. J'ai vu dans les discussions dans le chat, ce qui est important à faire, c'est de, je dirais, mettre ensemble les acteurs publics ou privés, et puis de les amener à décider de la forme juridique qu'il faut pour

l'IXP. [Inaudible] rôle d'association, certains parleront de toute autre forme juridique valide. Mais il faut que les acteurs ensemble mettent à contribution leurs experts en droit et que vous puissiez définir ce modèle ensemble. Et puis, dans ce modèle, que les différentes parties prenantes aient les mêmes voix, qu'il n'y ait pas une partie qui a plus de voix que d'autres. Et que ce ne soit pas une organisation qui soit, je dirais, directement dirigée par une entité gouvernementale. Parce que cela amène des réticences, et c'est ce que vous venez donc -- la suggestion que moi je vous fais, c'est de travailler à avoir un modèle ouvert, associatif, si c'est le cas, pour tous vos membres. Et puis, si vous avez besoin de support, je crois qu'on a déjà appuyé certains des acteurs chez vous. Vous pouvez me contacter ou contacter [inaudible] Internet Society. On pourra ensemble travailler et arriver à trouver le modèle qui sied pour vous.

L'autre question, comment développer l'Internet? Ici, ce que je suggère, c'est de penser à des solutions alternatives sur le plan énergétique. Il y a le solaire, par exemple. Vous pouvez aussi choisir des équipements économes en énergie. Oui bien sûr nous pouvons aussi utiliser -- lorsque la connectivité est disponible, nous pouvons développer les nouveaux services. Et peut-être, ICANN peut nous aider à nous améliorer, et bien sûr à nous aider à partager les capacités. Nous devons penser donc à des solutions alternatives et donc apporter ce genre de solution dans les différents pays.

Si ce sujet vous intéresse, eh bien, vous pouvez me contacter par la suite. Merci.

YAOVI ATOHOUN : Merci. Nous avons beaucoup de contributions actives dans le chat. Mais je voudrais passer la parole à Pierre Dandjinou avant de pouvoir terminer avec cette séance.

PIERRE DANDJINOU : Vous voulez que je ferme la session ? Non.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Nous n'avons pas assez de temps.

PIERRE DANDJINOU : Nous avons toujours un problème de temps. On nous donne une heure. Nous avons de l'interprétation. Donc nous ne pouvons pas abuser de ces services. Nous voulons vous remercier tous pour vos questions et nous avons entendu beaucoup de points de vue ici. Vous avez parlé d'action. C'est fantastique. Nous parlons de livrables, ça aussi c'est important. Ces projets ne vont pas être seulement des paroles. Nous allons voir comment nous allons pouvoir agir et transformer les choses. Et ICANN a donc une mission, c'est le DNS. Mais lorsqu'il s'agit de collaborer avec d'autres personnes ou d'autres groupes qui ont d'autres missions, par exemple, les écoles, etc., nous sommes bien sûr ouverts à ces propositions. Mais nous devons rester au sein de notre mission. Je vous remercie pour toutes ces informations supplémentaires que vous avez partagées. Nous avons un site Web qui est nouveau. Vous avez un lien ici. Bien sûr, les vous pouvez y trouver beaucoup d'informations. Et vous avez aussi des adresses pour nous contacter pour obtenir plus d'informations et vous engager, vous

impliquer dans notre groupe. Merci beaucoup. Donc, sachez qu'il y a d'autres séances. Demain, nous avons la séance AFRALO-AfrICANN. Et bien sûr, nous avons d'autres forums. Ah ! Nous avons aussi le forum public auquel vous pouvez participer, bien sûr. Et donc, merci de votre participation et bonne soirée.

YAOVI ATOHOUN :

Nous, nous savons – nous voulons vous suggérer de prendre une photo collective. Je pense qu'il y aura une autre séance. Vous avez une séance du DNS dans votre ordre du jour, n'est-ce pas ? Donc il nous reste quelques minutes avant d'y aller. Nous pouvons prendre une photo collective. Voilà. Nous allons prendre une photo de groupe. Merci. Au revoir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]